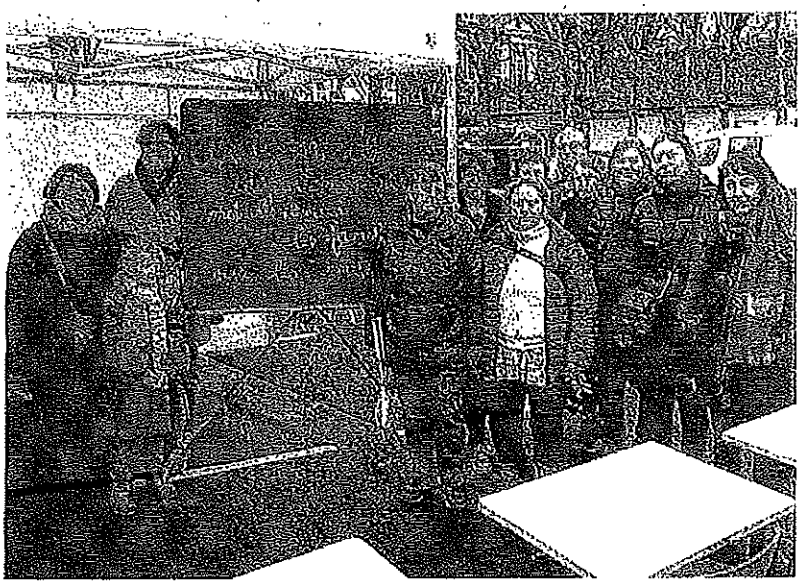
INQUIÉTUDES AUTOUR DU COLLÈGE JACQUES-DAVIEL.

« Qui va venir vivre ici ? »

Mercredi 15 mars, le collectif Maintenons La Barre a organisé une opération de sensibilisation appelée Collège dans la rue, à La Barre-en-Ouche. Chaises et tables de l'établissement Daviel ont été installées place du Carrefour contact, juste au bord de l'axe routier principal qui traverse la commune.



Parents, enfants, enseignants, syndicats et élus locaux ont manifesté pacifiquement place du Carrefour contact.

Objectif : se faire entendre

L'objectif de la mobilisation était clair : se faire entendre, et notamment par le Département de l'Eure. En effet, depuis l'annonce d'une possible fermeture de leur collège à l'horizon 2025, habitants, parents d'élèves, commerçants ou encore enseignants, tous sont inquiets. « La fermeture du collège Jacques-Daviel, comme l'a annoncé le Département de l'Eure, va avoir des répercussions sur le quotidien de nos enfants (fatigue) mais aussi sur toute la population du territoire de Mesnil-en-Ouche. Parce que, qui dit fermeture du collège dit aussi familles qui déménagent. Et donc, à terme, moins d'activité pour les commerces. Et, par effet boule de neige, les services à la population vont diminuer. Alors, qui ? Qui va venir vivre ici, s'il n'y a plus de collège, de commerces, de services ? », s'alarment Amaëlle, Roseline et Sophie. « Et puis pourquoi faire peur aux gens, maintenir cette pression, avec cette annonce si c'est finalement, comme le Département le laisse entendre, pour faire marche arrière après ? », s'emportent Jean-Louis et Jean-Luc. « Pourquoi ne pas être clair ? »

Quelques retraités de la commune déléguée sont aussi venus en renfort, soutenir ce rassemblement. « C'est une cause commune. S'il n'y a plus de collège, la ville va mourir. Il est déjà difficile de faire venir du monde, encore plus de trouver des médecins, alors si en plus nous n'avons plus de collège, que va-t-on devenir ? Une ville-dortoir ? Cette fermeture aurait des conséquences pour tout le monde, y compris les familles qui n'ont pas d'enfant ! »

> « Le Département doit donner une position claire »

Les syndicats, eux, axent plutôt leur discours sur les répercussions que la fermeture pourrait avoir sur la vie privée des familles. « Le Département ne prend pas en compte l'impact de cette décision sur les familles. Quid de celles qui ont acheté ici, en partie parce qu'il y avait des établissements scolaires sur place ? Le président [du Département, Sébastien Lecornu, ndlr] fait des annonces et après il réfléchit à ce qu'on fait des élèves ! C'est inacceptable », s'agace Emeric Jeanne, secrétaire UNSA éducation 27.

« Il [le Département, ndlr] veut mettre nos enfants sur les routes ! Ils vont être fatigués, et cela peut avoir des répercussions sur leurs résultats scolaires », défend Laurent Baussier, du syndicat Force ouvrière enseignement 27.

« Ces décisions ne sont qu'économiques, mais, pour ce qui est de l'Éducation, on ne peut pas penser au rendement ! Ce que nous attendons aujourd'hui, c'est une position claire de M. Lecornu. Qu'il dévoile ce qu'il a en tête ! Quand va-t-il se décider ? Après les échéances électorales ? Voilà près d'un an qu'il nous a annoncé la probable fermeture mais on ne sait toujours pas où vont aller les enfants ! À Bernay ? À Rugles ? Et quelles incidences aussi pour ces établissements d'accueil ? »

Les deux hommes reprochent aussi au Département de ne pas inclure les parents d'élèves et le conseil d'administration de l'établissement dans les discussions lors des comités.

Avis à la mobilisation

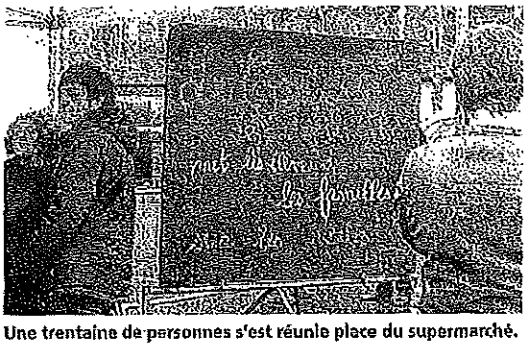
Aujourd'hui, l'agacement de tous à l'égard de la décision du Département est à son paroxysme. Mais ce qu'ils attendent aussi, c'est une vraie prise de conscience des parents d'élèves. « Ceux qui ont un enfant aujourd'hui au collège se disent que cette fermeture ne les concernera pas et ceux qui ont des enfants en maternelle se disent que c'est encore loin. Mais pourtant, c'est bien l'affaire de tous dont il s'agit ! », renchérissent Laetitia et Julie, parents d'élèves.

Récupération politique ?

Jean-Louis, ex-parent d'élève, se préoccupe, lui, de la récupération politique autour de cette affaire. « Ça va faire monter les extrêmes, tout ça ! Le problème, c'est l'ego des élus. Personne ne reprochera à Sébastien Lecornu d'avoir changé d'avis s'il reconnaît qu'il s'est trompé dans ses décisions ! Mais non, il ne le fera pas ! »

À leurs côtés mercredi dernier, les élus locaux (de Mesnil-en-Ouche principalement) mais aussi Isabelle Duong, candidate aux législatives. Une présence politique que les parents d'élèves et les enseignants jugent trop peu fréquente et intéressée. « C'est dommage de ne les voir que lorsque les médias sont là et en période électorale », regrettent-ils. À bon entendeur…

Lucie Drieu



Une trentaine de personnes s'est réunie place du supermarché.

Le collectif compte bien poursuivre ses actions.